

national ou d'un autre. Quant au ministère de l'Agriculture, il n'a publié aucun avis à ce sujet. Nous espérons, bien entendu, que l'on augmentera considérablement les ensemcements de pommes de terre. D'après ce qu'on nous dit, les superficies ensemencées passeront de 505,000 à 526,000 acres et, comme de raison, notre ministère s'intéresse à la production. Nous avons tâché de faire en sorte d'accroître la production. Pour ce qui est des autres questions, on ne peut vraiment les discuter qu'à un chapitre. Je ne dis pas que les fonctionnaires de mon ministère ne peuvent en parler, mais ces questions relèvent des crédits de guerre où je compte en venir prochainement. C'est à même les crédits de guerre, que nous discuterons en temps utile, que se versent les subventions, les majorations de prix et les secours de cette nature, destinés à permettre au cultivateur de continuer à produire en temps de guerre.

M. CRUICKSHANK: Est-ce à dire que, lorsque nous étudierons un certain crédit, nous pourrions demander sur quelle base on calcule ces primes? Je désire répéter que je ne m'intéresse pas beaucoup aux montants particuliers. Je tiens surtout à connaître quels sont ceux qui conseillent la Commission des prix et du commerce en temps de guerre et comment ils obtiennent ces chiffres.

L'hon. M. GARDINER: Si mon honorable ami veut prendre patience, nous discuterons cette question à l'article qui lui convient. Tout ce que se rapporte à la Commission des prix et du commerce en temps de guerre fait partie des crédits de guerre. J'ai devant moi l'article de journal auquel mon honorable ami a fait allusion. On y lit qu'un décret du conseil adopté tout récemment a révoqué la taxe d'échange de guerre de 10 pour cent et la taxe spéciale d'accise de 3 pour cent, et que, par conséquent, les fruits et les légumes frais coûteront peut-être de 10 à 15 pour cent moins cher aux ménagères canadiennes. Cela relève du ministère des Finances, et non du ministère de l'Agriculture.

M. CRUICKSHANK: C'est là l'explication du ministre, et je suis tenu de l'accepter.

L'hon. M. GARDINER: Ce n'est pas du tout mon explication. Cette question ne relève pas de mon ministère, et je demande au président de prononcer cette discussion irrégulière.

M. CRUICKSHANK: Très bien. Monsieur le président, est-ce que je viole le règlement?

M. GRANT: Vous violez toujours le règlement.

M. CRUICKSHANK: Je ne tiens pas compte de ce qui vient de la petite île du

Prince-Edouard; je me conformerai à la décision du président.

M. le PRÉSIDENT: L'honorable député doit se rendre compte qu'il aura toutes les occasions voulues pour discuter ce qui l'intéresse à l'article concerné.

M. CRUICKSHANK: Donc, j'enfreins le règlement?

M. le PRÉSIDENT: Oui, en ce moment.

M. HATFIELD: Vers cinq heures, cet après-midi, j'ai reçu un message téléphonique de Washington m'informant qu'il y avait cinq mille wagons de pommes de terre sur les voies à Philadelphie, New-York et Boston, à la fermeture du marché aujourd'hui, et me demandant si je ne pourrais pas ouvrir une amidonnerie dans l'Etat du Maine afin d'utiliser ces pommes de terre. Cela est presque invraisemblable quand on songe qu'il y a un mois, les Etats-Unis souffraient d'une pénurie de pommes de terre. Or, les pommes de terre de la Caroline du nord et de la Virginie, qui étaient cotées à \$2.25 les cent livres, ont subi une baisse aujourd'hui et l'approvisionnement a été remis entre les mains du gouvernement américain qui ne sait qu'en faire. Cette quantité représente plus que l'approvisionnement requis pour nourrir la population pendant une semaine. En dépit de cet état de choses, la Commission des prix et du commerce en temps de guerre enlève la taxe d'importation sur les pommes de terre entrant au Canada, au moment même où la nouvelle récolte d'Ontario, de Québec et de la Colombie-Britannique est mise sur le marché. Il faut remédier à cela. Mais ce n'est pas tout: une prime est accordée sur les pommes de terre actuellement importées. Je peux avoir ces pommes de terre à 50 cents le sac, livrées au Canada. Que va-t-on faire à ce sujet? La situation est grave. Ces pommes de terre doivent être mangées, car elles sont nouvelles et il y en avait cinq mille wagons sur les voies, aujourd'hui, à la fermeture du marché.

L'hon. M. GARDINER: Je le répète: on ferait mieux, pour discuter cette question, d'attendre que le ministre de qui relève la Commission des prix et du commerce en temps de guerre soit présent. Je suppose qu'il sera ici lundi ou mardi. Je ne peux répondre à cette question dans le moment, car je n'en ai pas l'autorité et je ne possède pas les renseignements qui pourraient m'aider à répondre.

M. HATFIELD: Je dis que la situation est grave, surtout à la veille de l'écoulement de la nouvelle récolte sur le marché.